

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CXXV.

---

*Du Jeudi 5 Novembre 1789.*

ON a lu les adresses de plusieurs villes du Dauphiné, qui adhèrent de plus fort aux différens décrets de l'assemblée nationale; qui protestent contre l'assemblée des états & du doublement des états de cette province, comme irrégulière & dangereuse sous tous les rapports; elles offrent de plus, avec satisfaction, la contribution du quart des revenus.

Les marchands gantiers de la ville de Grenoble ont été plus généreux encore; ils offrent de verser dans la caisse nationale, dès que la constitution sera faite & acceptée par le roi, la somme de deux mille livres, sans préjudice de la contribution du quart de leurs revenus, & s'opposent pour ce qui les concernent, à toute assemblée des états de la province; on lit, à la fin de cette délibération, que les commissaires des états du Dauphiné, cédant à l'opinion publique, ont renvoyé au 14 décembre l'assemblée convoquée pour le deux de ce mois. Ce renvoi est dû, ajoute-t-on, en partie à une lettre pleine de raison & d'énergie, écrite par les députés Dauphinois, qui ont resté fidèles à l'assemblée nationale, & M. Mounier a contribué aussi à cette salutaire détermination.

*Tome IV.*

E

On a vu dans un précédent numéro, la déclaration de la noblesse de la sénéchaussée de Toulouse. Il paroît que la même opinion ne règne pas dans toutes les villes du Languedoc. Celle de Pezenas vient d'envoyer à l'assemblée une délibération du 21 octobre, par laquelle elle lui dénonce cette déclaration de la noblesse, elle la prie de prendre en considération les motifs de cette dénonciation.

La lecture du procès-verbal de la veille, a donné lieu à quelques observations sur la rédaction, relativement au jugement prononcé sur la non éligibilité des fils de famille qui n'avoient pas les conditions requises; on a retranché du procès-verbal l'énonciation des débats sur cette matière, attendu qu'il n'y en avoit pas eu. Il sera facile aussi d'effacer de la constitution la nullité publique des fils de famille, en faisant bientôt une loi *sur l'émancipation*.

On a annoncé la démission faite par M. de Lally, de sa place de représentant de la nation.

Les personnes qui observent quelquefois les petites circonstances, qui accompagnent toujours les grands évènements, ont dû remarquer que l'ordre du clergé avoit expiré le jour des morts dans le palais archiepiscopal, & sous la présidence d'un des avocats du clergé; mais on doit dire à l'éloge de M. Camus, qu'il s'est conduit dans ces circonstances délicates avec une circonspection & une impartialité remarquables; il s'est empressé aussi de porter au roi le décret sur les biens ecclésiastiques. En rendant compte à l'assemblée de sa mission, il a dit, que le roi lui avoit répondu que ce décret alloit être publié, que celui concernant les vacances des parlemens alloit être sanctionné, qu'il avoit envoyé des courriers pour avertir les parlemens que le décret sur la suspension des vœux étoit sanctionné & qu'il alloit être envoyé dans les tribunaux.

M. Target a observé que le décret sur les biens ecclésiastiques devoit être *accepté*, & non simplement *publié*.



M. la Tuque & M. le chevalier de la Meth, ont fait la même demande pour le décret relatif à la nomination des suppléans & des députés qui avoient été amplement publiés.

M. Martineau vouloit que les formules d'acceptation, de promulgation & de sanction, fussent faites & appo-  
sées au décret par le comité de constitution, pour être signées par le roi, afin qu'il n'y eût plus de contestation sur ce point.

M. Barrère de Vieuzac a dit, que s'il appartenoit in-  
contestablement à l'assemblée de faire les *formules*, c'étoit au pouvoir exécutif à les appliquer suivant les demandes du corps législatif; & que le décret du 3 octobre avoit déjà fixé le principe de l'acceptation royale pour tous les articles constitutionnelles; qu'ainsi il falloit fixer invariablement les formules, & présenter à l'acceptation les décrets des biens ecclésiastiques & de la nomination des suppléans.

M. du Quesnoi a proposé d'ordonner que le comité de constitution apportera incessamment tous les articles constitutionnels qui n'ont pas été acceptés, pour être présentés à l'acceptation du roi, pour que les ministres se conforment aux décrets de l'assemblée.

Ce dernier avis a été adopté.

L'ordre du jour a ramené la discussion sur la *division du royaume*.

De toutes celles qui existent comme judiciaires, administratives, ecclésiastiques & fiscales, il n'en est pas une que l'avantage des peuples ait produite. Le hazard, les conquêtes, les diplômes, les préjugés, les privilèges, la fiscalité même ont tracé sur le royaume ces nombreuses lignes de démarcation, qui formoient jusqu'au 4 août un si bizarre ensemble.

Il n'est personne qui ne sente depuis long-temps la né-

cessité d'une division nouvelle. L'abolition des privilèges, l'unité des droits, des impôts & de la puissance, permettent de tracer enfin de nouveaux départemens, qui pourront servir également au pouvoir judiciaire, administratif & représentatif. Si tous les préjugés, les divers intérêts ne peuvent se taire devant l'image du bonheur que présente ce nouveau système, l'exécution qu'on livrera au vœu des provinces & aux localités toujours plus impérieuses que les loix, fera, sans doute, disparaître les oppositions ou affaiblira les résistances. La nature est sans doute le premier législateur dans cet objet ; mais il ne faut pas moins poser avec courage, les bases que la société trouve les plus analogues à sa constitution. C'est ce que pensoit M. du Quesnoi, lorsqu'il répondoit à toutes les menaces d'insurrection du mécontentement des provinces.

« La foiblesse, disoit-il, perd les empires, & la force les régénère. Soyez assuré que si l'opération que vous propose le comité, éprouve quelques obstacles, ils viendront uniquement des grandes villes qui voudront perpétuer l'aristocratie terrible qu'elles exercent sur les campagnes & sur les petites villes ; ces dernières, sur-tout, verront avec joie le projet de votre comité, parce que ceux qui les habitent desiront, par-dessus tout, que l'administration soit rapprochée d'eux. »

M. du Quesnoi, en adoptant la division du comité pour l'administration du royaume, rejettoit les seules divisions proposées pour les élections.

« L'influence directe & immédiate sur le choix des membres de l'assemblée nationale, disoit-il, est de droit naturel, incessible & rigoureux ; il sera mal représenté le peuple qui ne choisira pas immédiatement & par lui-même ses délégués. L'expérience prouve la forme vicieuse des élections par réduction ordonnée par le règlement de janvier dernier, qui a donné lieu aux plus étranges abus. »



M. du Quesnoi approuvant les 720 divisions communales, y trouvoit un double avantage, celui de faciliter les élections des campagnes aux chefs-lieux, & d'éviter le déplacement des habitans des villages qui ont un centre rapproché d'eux ; il y trouvoit encore les moyens de vivifier les villages & les petites villes, au lieu que le défaut de sous-divisions concentrant toute administration dans les grandes villes, tueroit l'agriculture & augmenteroit la redoutable immensité des villes, qui comme des polypes, épuisent le royaume.

M. du Quesnoi vouloit encore des municipalités assez fortes pour résister à l'oppression des villes & des administrateurs, & qui étant moins nombreuses, correspondront plus facilement avec 720 communes, celles-ci avec 80 administrations, & ces dernières avec les pouvoirs législatif & exécutif.

« Ceux qui, en deux jours, ont détruit les deux corporations les plus redoutables à la liberté publique, disoit M. du Quesnoi, en finissant, ne doivent craindre aucun obstacle ; les changemens sont nécessaires, & les esprits sont préparés ; il faut tout faire ici, les circonstances sont pressantes & l'organisation du pouvoir judiciaire suivra de très-près ; les ennemis de la patrie, trompés dans leurs espérances, verront avec désespoir que l'ordre s'établit de toutes parts. J'adopte le plan du comité ; je demande seulement un changement sur la forme des élections, & que tous les cantons du royaume y concourent immédiatement ».

M. le marquis de Vaudreuil préféroit le plan de M. de Mirabeau, ou bien un parti moyen qui réuniroit les avantages des deux plans proposés. Il a parlé du privilège qu'a le Languedoc de se réunir en une seule assemblée pour l'administration, & il a demandé que, dans le cas où la division de la France en départemens fût délibérée, les six départemens du Languedoc pussent se réunir en assemblée générale, pour adopter le plan de division ou y faire



les observations nécessaires ; mais M. de Châteauneuf, député de la noblesse du Gévaudan, a dit que, si le plan du comité étoit adopté, il s'en rapporteroit à cette division : « Il y a long-temps, a-t-il ajouté, que le Languedoc gémit sous l'aristocratie la plus affreuse ». M. Boissi d'Anglas a appuyé cette demande.

M. de Laudine a attaqué avec chaleur le plan du comité ; il a fait sentir combien les divisions géométriques ou presque égales, étoient impossibles à établir lorsque la nature avoit fait tant d'inégalités & tant de divisions insurmontables par les montagnes, les fleuves, les landes, les marais. Prenant ensuite la défense de l'agriculture, il a fait sentir combien elle pouvoit recevoir d'atteintes des spéculations du commerce ou de l'ambition des villes.

« Les grandes cités, disoit-il, placées au milieu des campagnes, absorbent toutes les subsistances. Le luxe ne peut être secondé que par un fleuve d'or ; c'est l'agriculture qu'il faut protéger ; le négociant voudra tout embellir, & l'agriculture tout féconder. » De toutes ces considérations, M. de Laudine concluoit que le pays de Forez, dont il a fait un tableau très-pittoresque, étoit désigné par la nature pour avoir son administration particulière à qui elle devra bientôt sa prospérité.

M. Barnave a proposé, avec sa précision ordinaire, quelques modifications du plan du comité. Il distinguoit les assemblées graduelles établies pour la représentation, de celles qui ne sont qu'administratives. Il trouvoit les assemblées communales trop grandes & les municipalités des villages trop foibles. Il ne vouloit que deux degrés de représentation. Il desiroit un plus grand nombre d'électeurs, afin que les intrigues & la cabale influassent moins sur les élections ; d'après ces justes considérations, il a proposé les articles suivans :

1°. « Le royaume sera divisé en quatre-vingt parties



environ , d'après les représentations des députés des provinces , pour établir dans chacun de ces départemens une administration provinciale.

2°. Chacun de ces départemens sera divisé en trois ou quatre districts au plus , & dans chacun de ces districts il sera établi une assemblée administrative subordonnée à l'administration provinciale.

3°. Il sera déterminé par approximation une étendue de terrain & une masse de population requises pour former une municipalité ; & après avoir fixé les autres principes de leur organisation , leur établissement sera renvoyé aux assemblées provinciales.

4°. Les députés à l'assemblée nationale seront élus dans les chefs-lieux des districts par des électeurs choisis immédiatement par ce peuple dans chaque municipalité , de manière qu'aucune assemblée d'électeurs ne puisse être composée de moins de trois cents votans , & nommer plus de quatre députés à l'assemblée nationale ».

M. Desmeuniers a rétabli les principes qui avoient dirigé le plan du comité ; il a cherché , disoit-il , à détruire l'esprit provinciale , pour y substituer l'esprit public , & d'engager tous les Français à concourir à l'administration & à la représentation nationale. Comment a-t-on pu proposer d'établir une municipalité dans chacun des quarante mille villages du royaume ? Ne vaut-il pas mieux que les municipalités embrassent une certaine étendue de terrain , & que chaque village qui en fera dépendant ait un bureau de municipalité ou de police ? »

Ne pourroit-on pas répondre à M. Desmeuniers , qu'au lieu du bureau de police qui auroit l'air de trop *subalterner* les villages , on pourroit établir dans chacune des municipalités secondaires , qui maîtresses de l'administration locale & de la recette des impôts , auroit pu dépendre pour les autres objets de la municipalité principale ou du chef-lieu.

C'est ainsi que ce système d'arrondissement municipal est établi depuis des siècles dans les vallées des Pyrénées, & l'on peut dire que les idées simples d'administration sont celles que la raison & l'intérêt ont inspiré aux hommes les plus ordinaires.

M. Desmeuniers pensant ensuite aux bases de la représentation, a prouvé que la base territoriale, quoique inexacte, avoit été admise comme invariable, mais rectifiée par les deux autres bases mobiles de la population & de l'impôt. M. Desmeuniers prouvoit ensuite que le plan du comité de constitution étoit moins désavantageux que celui de M. de Mirabeau; que la division géométrique n'avoit jamais été dans les vues du comité; que la carte répondoit aux diverses objections; que les députés de chaque généralité avoient le droit de faire remarquer les habitudes, les communications, & les localités qui devoient influer sur la fixation des départemens. »

« Il faut s'attacher, disoit M. de Biozat, à examiner quelle population sera nécessaire pour chaque département. Il faut ensuite, disoit-il, que chaque Français ait une voix effective pour la représentation comme pour l'administration. Il observoit ensuite que la première opération étoit de donner les moyens de répartir l'impôt dans chaque village; il faut donner à chaque municipalité, ajoutoit-il, une répartition & une police particulière; chacun est attaché à sa famille, à son village; c'est le lien naturel qui retient sur le sol qu'on habite, ainsi vous devez commencer par déterminer le taux de la population nécessaire pour former un département. C'est pour régir des hommes & non la terre que vous travaillez. J'insiste pour que les municipalités inférieures soient conservées, & qu'il en soit établi dans les lieux où il y a assez d'habitans pour former une recette d'impôt.

Ici la discussion a été terminée & renvoyée au lendemain.



M. le président a lu une lettre de M. le garde-des-sceaux, qui annonçoit la sanction donnée par le roi au décret qui proroge ou établit les chambres des vacations, & que sa majesté a *accepté* le décret des biens ecclésiastiques & de la dotation des curés, lequel va être envoyé aux tribunaux & aux municipalités.

M. Grelet de Beauregard a fait le rapport d'une réclamation formée par une partie de la noblesse d'une des divisions de l'île de Corse, qui, n'étant pas représentée, avoit attaqué la nomination de M. de Buttafouo, & qui avoit nommé pour son député M. Joubéga. Il a été décidé, conformément à l'avis de vérification, qu'il n'y avoit pas lieu à réformer l'élection du député noble de l'île de Corse; l'assemblée a cru, par égard pour une partie de la noblesse qui n'avoit pas eu de part à la représentation, que son député pourroit assister aux séances dans la tribune des suppléans, & remettre les mémoires qu'il croiroit nécessaires.

M. de Vimph a demandé, au nom de ses commettans, la réformation de la jurisprudence unique du parlement de Normandie, qui consiste à ne pas accorder des intérêts *ex morâ*; il proposoit de décréter que tout jugement de condamnation au paiement d'une somme quelconque, emporteroit de plein droit la condamnation des intérêts du jour de la demande. M. de Vimph a dit naïvement qu'il n'entendoit pas les loix, mais qu'il remplissoit le voeu de ses commettans. En effet, il est des condamnations au paiement de certaine somme, qui ne peuvent pas porter intérêt du jour de la demande; cela dépend de la nature des obligations & des condamnations. Cette demande de M. Vimph étoit propre à faire sentir la nécessité d'un comité de législation. La gloire de commencer la réformation si désirée du code civil & criminel, ne doit pas être étrangère à une convention nationale qui a entrepris avec

autant de succès que de courage, une révolution aussi profonde. Tous les bons citoyens font des vœux pour que ce comité de législation soit bientôt établi.

Un député du Havre, après avoir présenté de la part des capitaines & des officiers de marine du commerce, un don patriotique de 4940 livres; de la part des habitans de cette ville, & un autre de 34000 livres, de la part des négocians, un autre don, indépendamment du quart des revenus, a dit, que les officiers municipaux du Havre se plaignoient de ce qu'il y existoit deux corps distincts de gardes nationales, dont l'un étoit composé de volontaires établis par la commune de Paris; ce député demandoit qu'il fût sursis à l'exécution de la formation d'aucun corps de volontaires dans cette ville, jusqu'à ce que l'assemblée nationale ait organisé toutes les municipalités & milices nationales du royaume.

Un député de Meaux demandoit que ce décret fût étendu à tout le royaume.

M. Regnaud trouvoit important de faire une loi générale & de décréter que chaque milice nationale eût nommé son commandant, sans que la municipalité pût y exercer aucun empire.

MM. Target, Nogaret, le marquis de Vaudreuil, Blin, Barnave, Fermond, s'opposoient à ce que le décret demandé pour le Havre devint général, & M. Anson desiroit que la commune de Paris fût entendue, ou se concertât avec celle de cette ville. M. de Crancei observoit, que le Havre étant la clef de l'approvisionnement de Paris, la commune avoit pu pourvoir à la sûreté de ses subsistances.

M. le Conteux a rappelé le décret rendu pour la ville de Rouen.

L'assemblée a pensé que, pour éviter des rixes dans la ville du Havre entre les différens corps de milices & de



volontaires, elle devoit adopter le décret proposé; ce qui a été fait.

M. de Lameth a lu un mémoire de M. le garde-des-sceaux, qui demande quelques explications sur les décrets des 29 août & 18 septembre, concernant la vente & circulation des bleds, avant de répondre à plusieurs magistrats du royaume à raison de l'exécution de ces décrets.

M. Fréteau ayant dit que le comité des recherches avoit déjà reçu plusieurs mémoires sur cet objet important, a ajouté que le comité en feroit un rapport détaillé au premier jour; ce rapport a été renvoyé à vendredi prochain, & toute personne qui saura quelque chose de relatif à la circulation, pourra le présenter au comité des recherches.

M. l'évêque de Clermont s'est plaint de ce qu'on avoit osé répandre dans les bureaux, un ouvrage aussi immoral & aussi scandaleux que celui intitulé : *Catéchisme du genre humain*. « L'assemblée doit à la France & à l'Europe entière, a-t-il dit, de repousser cet ouvrage dans les ténèbres dont il n'auroit pas dû sortir; je le dénonce, & je demande que le procureur du roi au châtelet instruisse sur cet objet. »

M. le duc de Liancourt a demandé que cet ouvrage fût envoyé devant les juges qui en doivent connoître, & que l'assemblée s'occupât de faire une loi sur les délits qui peuvent être commis par la voie de l'impression.

M. le vicomte de Beauharnais demandoit l'ajournement; & M. Chapelier au comité des rapports; ce dernier parti a été adopté.

Un membre a rapporté qu'on avoit arrêté à Valenciennes & à Pont-Voisin, 400 marcs d'argent orpèvré, appartenant à M. Dulau de Lyon, retiré en Savoie, où il est né; l'avis du comité a été qu'aucun citoyen ne peut

emporter chez l'étranger son argenterie ; ni son argent monnoyé.

Une nation , disoit M. Dupont , n'a pas le droit d'empêcher un propriétaire de transporter son argenterie , qui est un mobilier qui suit la personne.

M. Glezen a dit que dans les circonstances actuelles , il falloit distinguer les ouvrages envoyés par les artistes , de ceux emportés par les particuliers ; que le comité des recherches avoit reçu des dénonciations de plusieurs envois d'or & d'argent chez l'étranger , & que des particuliers réfugiés ne pouvoient pas ainsi nuire à leur patrie.

M. Garat aîné se fondeoit sur la déclaration des droits pour autoriser le transport dans l'étranger , de l'argenterie qui avoit été arrêtée ; mais M. Emeri & M. Glezen , l'ont réfuté par des faits tirés de circonstances particulières , différentes des intérêts commerciaux & de la déclaration des droits de l'homme. M. Emeri a demandé le renvoi de cette affaire au *comité des recherches* , ce qui a été ordonné.

### A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement a fini au cent-vingtième numéro , sont priés de renouveler , & de rapporter le numéro de leur souscription , qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit , à Paris , chez CUSSAC , Libraire , au Palais-Royal , N<sup>os</sup>. 7 & 8 , & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numeros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 sous , franc de port , dans tout le royaume. Le cinquième abonnement commencera au cent-vingt-unième numéro , & finira au cent-cinquantième ; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.